

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 33

Bulletin d'information de la **CNGR**

Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### CHIRAC AFFLIGEANT.

*«Des mots vagues, formulés d'un ton saccadé, qui ont montré que, si la magie de la parole présidentielle a naguère existé, elle n'opère plus». C'est de cette phrase lapidaire que l'éditorial du Monde du 7 novembre résume la courte intervention faite la veille par Chirac à propos de la crise des banlieues. L'homme de la « fracture sociale » n'a donc plus rien à dire. Quant à son gouvernement, il puise, dans une loi datant de 1955 et adoptée dans un contexte de guerre coloniale, le recours au couvre-feu. Voilà où nous a mené l'affaiblissement systématique de l'Etat républicain par les élites dirigeantes.*

### TOTAL BAT DES RECORDS.

*Et ça continue ! Les bénéfiques record des grands groupes capitalistes français continuent de défrayer la chronique. Ainsi, au troisième trimestre, Total a dégagé un bénéfice net de 3, 13 milliards d'euros, en hausse de 32% par rapport à l'année dernière. Aucune hésitation : taxons les revenus du grand capital, et le plan d'urgence pour les banlieues sera financé.*

## EDITO : LA CEINTURE DE FEU DE LA REPUBLIQUE

Voici plus de dix jours que la presse mondiale tient la chronique d'une explosion annoncée : l'embrassement des banlieues déshéritées de nombreuses villes françaises. Marquant sans nul doute un tournant dans la situation politique, ces événements ont lancé à la Gauche Républicaine, réunie en Assemblée Générale le 5 novembre, le double défi de l'analyse et de la formulation de propositions pour sortir de l'impasse. Cet éditorial résume nos travaux.

En toile de fond des brasiers : la crise généralisée de la société française, frappée de plein fouet par la mondialisation financière et l'orientation néolibérale des gouvernements qui se sont succédé depuis 20 ans. Cette crise déroule son implacable litanie : atonie de la croissance et délocalisations industrielles, chômage de masse et précarité, détérioration et privatisation des services publics, déficit de logements sociaux, aggravation des inégalités, baisse du pouvoir d'achat des salariés, etc.

Dans les cités, ses effets sont surmultipliés, à commencer par le chômage, qui affecte souvent plus du tiers des jeunes en âge de travailler. Les casseurs sont le produit dérivé de la casse de l'emploi orchestrée par le capital financier. Quant aux problèmes d'insécurité, ils se sont aggravés avec le démantèlement, en 2002, des dispositifs mis en place par la gauche – police de proximité, emplois jeunes, aide aux associations...

En même temps qu'elles prirent le tournant libéral, les élites dirigeantes ont entrepris une déconstruction méthodique de la République, dont l'axe principal a été l'affaiblissement de l'Etat et la réduction (toujours en cours) du domaine public. L'une des conséquences du retrait de l'Etat est l'apparition de zones de non-droit, privatisées en quelque sorte au profit de bandes mafieuses ou de groupes religieux qui s'érigent en représentants d'une communauté. Dès lors, loin de s'intégrer à la société française et aux valeurs républicaines, une partie de la jeunesse issue de l'immigration vit, au contraire, un processus de désintégration collective et individuelle : refus de la scolarité, incivilités, délinquance...

Telle une ceinture de feu cernant la République, les charges explosives étaient donc installées en banlieue depuis belle lurette. Ne restait qu'à les faire détoner : c'est ce qu'on fait avec succès les forces anti-républicaines, qui espèrent maintenant que l'onde de choc parti de Clichy-sous-Bois finira par mettre à bas le « modèle français » - lire : ce qui reste du pacte républicain – et par substituer le communautarisme et la « discrimination positive » à la laïcité et au triptyque « liberté, égalité, fraternité ».

En première ligne de cette offensive : le ministre de l'Intérieur, dont les provocations verbales n'auront pas peu fait pour propager l'incendie. A l'affût : l'intégrisme islamiste, en particulier l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), qui veut maintenant s'imposer en interlocuteur incontournable et comme garant du maintien de l'ordre – le sien, et non plus celui de la République. Que la phraséologie de l'un et des autres ne nous trompe pas : sarkozysme et islamisme sont les deux étoiles jumelles qui surplombent les nuits barbares.

Nicolas Sarkozy a un programme : jeter aux orties les principes républicains et libéraliser à outrance l'économie. Mais le libéralisme est aujourd'hui minoritaire dans l'opinion, comme l'attestent la victoire du Non au référendum du 29 mai et un récent sondage publié dans Libération. Sarkozy ne peut gagner en 2007 que si la société française est mise sous tension, plus encore qu'en 2002 lorsque l'élection présidentielle s'est tenue dans une véritable psychose sécuritaire. Aussi, toutes ces voitures qui brûlent, cette grande peur qui gagne le pays sont pain bénit pour l'entreprise sarkozyenne.

Mais le caractère tranché des opinions du ministre de l'Intérieur ne doit pas faire oublier que Villepin emprunte la même voie, bien qu'il le fasse de façon moins tonitruante. Le contrat nouvelle embauche, les privatisations en cours apportent de l'eau au même moulin libéral.

« La colère qui monte », s'intitulait l'éditorial de Combat Republicain du 30 septembre. De fait, le « ralbol » d'une grande majorité de Français est au cœur de la problématique politique. Mais pour le moment, le mécontentement s'exprime surtout par les canaux catégoriels, ou pire encore, à travers la revendication communautariste ou le nihilisme. La gauche et les organisations populaires ont le devoir d'ouvrir une issue politique à la colère, d'avancer des propositions

audacieuses pour redonner espoir au peuple de France. Car seul l'espoir permettra d'assécher le marais où fermentent la haine et l'obscurantisme.

Pour ramener la sécurité dans les banlieues, il faut y restaurer la République. Nos propositions :

- La sécurité étant la première des libertés, condition de toutes les autres, l'Etat doit assurer le maintien de l'ordre avec fermeté lorsque la situation l'impose, mais toujours avec discernement.
- Restaurer et rénover la politique de prévention en redéployant les dispositifs en place jusqu'en 2002
- S'attaquer vraiment aux trafics et à la délinquance, sans se contenter d'opérations aussi spectaculaires qu'inefficaces contre les dealers de quartier
- Mettre en place un plan d'urgence afin de créer des centaines de milliers d'emplois de proximité, ce plan devant être financé par la taxation des revenus du grand capital. Ces emplois permettraient de remplir des missions de service public qui amélioreraient les conditions de vie de l'ensemble de la population : aide à la petite enfance et aux personnes âgées, activités péri-scolaires, protection de l'environnement, accès pour tous aux nouvelles technologies de l'information, etc.
- Faire respecter la loi par tous, dans les banlieues mais aussi par les privilégiés de la fortune et de la politique qui s'en exemptent trop souvent

## **NON AUX VIOLENCES : L'APPEL DES FEMMES !**

Nous sommes femmes, mères, filles, soeurs...

Nous sommes nièces, tantes, cousines, amies, amantes ou voisines. Nous sommes la moitié de la population. La moitié de ciel. La moitié du monde. Regardez bien : sur les photos des banlieues en flammes ... pas une femme !

A l'heure où un ministre irresponsable et belliqueux insulte nos proches et nos familles, français, immigrés, étrangers ...

A l'heure où il prétend "nettoyer les quartiers au Karcher", ou "éliminer la racaille" ...

A l'heure où nous pleurons la mort de deux enfants, réfugiés dans des conditions obscures au sein d'un transformateur EDF ...

A l'heure où nous pleurons et déplorons la mort d'un homme battu à mort à Epinay parce qu'il photographiait un lampadaire ...

A l'heure où flambent les voitures, les écoles, les commissariats ...

Nous lançons un appel solennel pour que cessent ces violences qui peuvent finir de manière encore plus dramatique. Car nos enfants ont besoin de véhicules pour aller travailler, ou trouver un emploi. Ils ont besoin des écoles pour acquérir les savoirs indispensables. Ils ont besoin de centres sociaux gratuits de prévention et de soins, besoin d'avoir accès à toute demande sanitaire. Ils ont besoin de bus pour se déplacer. Ils ont besoin de pompiers pour sauver des vies ou éteindre des incendies. Ils ont besoin de postiers pour faire parvenir le courrier. Ils ont besoin de services publics utiles à la collectivité.

NOUS EN APPELONS d'abord à nos enfants, à ceux que nous aimons : nous exigeons qu'ils rentrent à la maison, et qu'ils se calment ! Nous l'exigeons parce que nous les avons mis au monde. Parce que nous les avons portés et nourris. Parce que sans nous ils n'existeraient pas. Ils n'ont pas le droit de détruire la vie que nous leur avons donnée. Ils nous font honte en acceptant de ressembler à l'insulte qu'on leur fait. Non, ils ne sont pas des racailles. Ils ne sont pas des déchets que l'on nettoie. Ce sont des êtres humains qui ont droit au respect, à l'égalité, à la dignité. Comme tout citoyen, ils ont des droits, mais aussi des devoirs.

NOUS EN APPELONS aux forces de police pour qu'elles respectent scrupuleusement les règles républicaines.

NOUS EN APPELONS également aux donneurs de leçons qui nous méprisent et nous ignorent, à ceux qui ont instauré la politique déplorable des "grands frères" dont on voit les résultats désastreux, qui ne négocient qu'avec les églises et les imams, qui suppriment subventions publiques et police de proximité, qui attisent les haines et le désarroi, et nous servent du bâton à tout bout de champ, sans jamais nous donner les moyens de vivre dignement.

Derrière cette politique, il y a aussi un mépris des femmes, celles qui luttent dans les quartiers, qui se battent, qui construisent, avec des moyens et des aides notoirement insuffisants, des stratégies pour lutter contre les violences : les femmes relais, les femmes solidaires, les femmes debout !

NOUS DEMANDONS un véritable plan d'urgence des banlieues permettant une vraie politique sociale pour tous, une politique de prévention et de soutien aux familles dès la petite enfance, une politique scolaire à la hauteur de ses enjeux, une vraie politique de mixité sociale et la fin des ghettos.

NOUS SERONS DANS LES QUARTIERS QUI BRÛLENT, ET NOUS MANIFESTERONS AVEC NOS PROCHES, EN SILENCE ET PACIFIQUEMENT.

NOUS LANÇONS CET APPEL A TOUTES LES FEMMES.

Nous devons être des milliers, pour nous interposer, et mettre fin à ces violences.

**Ce vendredi 4 novembre 2005**

**Premières organisations signataires :**

UFAL, AFRICA 93, UFAL Aubervilliers, UFAL Montreuil, UFAL Saint-Denis, UFAL Ile de France, SOS Sexisme, 20 ans Barakat, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes, Association du Manifeste des Libertés, Réseau Féministe « Ruptures », UFAL Rhône, UFAL Ariège, EGALÉ, UFAL de Carrières sous Poissy, Collectif alliance pour la défense des droits de la personne handicapée CADDPH, ...

**Premières signatures individuelles :**

Elise Thiébaud, Lalia Ducos, 20 ans Barakat, Michèle Bruhat Ufal Paris, Mimouna Hadjam porte-parole d'Africa La Courneuve, Delphine Beauvois institutrice, Ufal Montreuil, Jocelyne Clarke professeure, Aubervilliers, responsable du secteur "féminisme et laïcité "de l'Ufal, Dalila Aoudia, artiste-peintre, Brigitte Bardet-Allal, Jacqueline Duhem, professeure agrégée, Ufal-Lille, Adeline Levêque, Ufal Saint-Denis, Ginette Francequin, psychologue- universitaire, membre de «Elles ouvrent la porte » et co- auteur de "Femmes de Gennevilliers", Geneviève Stirnemann conseillère conjugale, Elise Bonus Ufal Aubervilliers, Nadia Chaabane Aubervilliers, Jo Poyroux-Falc'her, Le Croisic, Mireille Popelin, Ufal Rhône, Martine Cerf, secrétaire générale d'Egale, H. Ben Ghachoun, Meriem Zeghidi, Annie Blum, Delphine Nef, Sonia Ajej, Monique Dental animatrice du Réseau Féministe Ruptures, Véronique Delacour, musicienne et LP, Christiane Fanima, Ghislaine Jumeaux Ufal Aisne, Nassera Issaad, réalisatrice, Juliette Mincés, écrivaine, membre du Comité de rédaction de Hommes et Migrations, Bernadette Jonquet, éducatrice et membre du CA d'Attac-France, Vassia Karkayanni - Karabelia, historienne et critique d'art, enseignante, Paris, Annie Opatowski, Paris, Irène Quesnay, artiste, Paris, Michèle Talfer, professeur, administratrice FAL (Fédération des associations laïques) de Roubaix, Nadine Flourey, professeur en Zep, banlieue de Rouen, Fatna Sayah, pdte FCPE Pierrefitte, Paule Lefebvre-Krol, Aires 10, Romy Seasseau, Christiane Causse, Ufal Ariège, Azzia Zaïd, Gauche républicaine de Seine-et-Marne, ...

**Signatures de soutien :**

Mostapha Ramsi, Ufal Saint-Denis, Thierry Bonus Ufal Aubervilliers, Karim Boualem, Saint-Denis, Aïssa Zekkour Africa 93, La Courneuve, Daniel Benichou, pdt de l'association Chevalier de la Barre et vice-président du Comité Laïcité République, Bernard Teper pdt de l'Union des Familles Laïques, Toufik Allal journaliste, pdt du Manifeste des Libertés, Rabeh Arfaoui de l'Association des Tunisiens en France (A.T.F.), Bernard Schmid, Nazim Zekkour, Mohamed Pascal Hilout, Mohamed-Lakhder Ellala, Alain Scheyder, Ufal 77, Jean-Pierre Bruhat Paris 14, Pierre Carassus, maire de Vaux le Pénil, Jean-François Pin responsable CNGR 95, Serge Misrai, porte parole de l'Union des Républicains radicaux, Alain Antoine, professeur des écoles retraité, Dominique Fié GR, Eddie Aït, Ufal Carrières sous Poissy, Mars Surgers, Paris, Marc Enjalbert, LMDE Aix Marseille, Jean-Claude Cocquelet CADDPH, ..

**Les signatures sont à envoyer par courriel à: [feministe@ufal.org](mailto:feministe@ufal.org) ,**

**ou bien par voie postale à:**

**UFAL Féminisme et Laïcité «Appel des Femmes»,  
27 rue de la Réunion 75020 Paris.**